

# « Un coup de peinture verte ne suffira pas »

Une quinzaine de coins de France pourraient être concernés. Dont le Grand Briançonnais. Le ministère de la Transition écologique et solidaire prospecte actuellement pour le compte du gouvernement afin de s'allier avec des territoires urbains, ruraux, montagnards et ultra-marins. Des contrats d'objectifs pourraient être signés dans le courant de l'année 2018 afin de tester la mutation des pratiques environnementales. Collectivités locales, entreprises, citoyens, associations pourraient ainsi être associés pour mettre en pratique de nouvelles doctrines.

**P**ierre Leroy est rentré de Paris. Dans sa besace : des espoirs, des certitudes... et encore quelques doutes. Le président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Briançonnais, des Écrins, du Guillessot et du Queyras a rencontré deux conseillers de Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire. Objectif de cet entretien : la signature éventuelle d'un contrat de transition énergétique et solidaire. Le Grand Briançonnais est candidat et pourrait être sélectionné... « mais pas à n'importe quel prix. Nous avons des exigences à faire valoir » souligne Pierre Leroy qui attend donc de connaître réellement les intentions et les ambitions de l'État en matière environnementale. Lui les espère évidemment super green...

→ Il s'agissait de votre premier contact direct avec des représentants du ministère de la Transition écologique et solidaire. Est-ce un bon pas qui a été franchi ?

« Cette entrevue s'est bien passée. Mais ça n'est qu'une étape. Nous avons abordé ensemble les contrats de transition écologique et solidaire car c'est une nouveauté et le Pays Grand Briançonnais souhaite en profiter. Mais pas n'importe comment. »

→ Cela signifie-t-il que le gouvernement a un œil sur la

dynamique "verte" que vous incarnez en tant qu'élu écologiste et président du Pays Grand Briançonnais ?

« L'objectif du ministère c'est d'envisager la transition écologique à grande échelle mais, dans un premier temps, seuls quelques territoires pourront bénéficier de ces contrats. Ce seront des territoires-pilotes en quelque sorte. Nous avons été sollicités en ce sens car nous sommes en avance sur ces sujets-là. »

→ Signer un contrat avec l'État, cela entraîne-t-il des aides financières, techniques (ingénierie), administratives ? Qu'attendez-vous ? Et quelles sont les réciprociétés de cet engagement synallagmatique ? Le risque d'une opération purement politique et cosmétique existe-t-il ?

« Un contrat c'est engagement de part et d'autre : même si le ministère nous fait une proposition, nous ne sommes pas sûrs de signer ce contrat car nous attendons un vrai engagement de l'État. Et le premier des engagements, même si cela peut paraître bateau, c'est la cohérence ! Nous ne voulons pas de greenwashing, nous ne voulons pas d'un simple coup de peinture verte. Ça ne suffira pas. Nous voulons un vrai engagement cohérent pour le territoire. Sur le ferroviaire par exemple, j'attends plus de cohérence. Et je l'ai dit. Comment concilier l'éco-mobilité avec les politiques actuellement menées

« Nous sommes en avance sur les attentes du gouvernement »

sur notre territoire par l'État et la Région concernant le ferroviaire ? »



C'est dans le bureau du député Joël Giraud à l'Assemblée nationale que Pierre Leroy a rencontré les techniciens du ministère de la Transition écologique et solidaire. Si l'elu se dit évidemment prêt à signer un contrat à forte valeur environnementale avec l'État, il a des exigences à faire valoir en retour.

→ L'État va prochainement vous faire une proposition. Qu'aimeriez-vous qu'elle contienne ?

« Nous avons insisté sur trois volets (le monde de l'entreprise, les citoyens, le milieu associatif pour développer nos projets) : la sobriété énergétique dans le bâtiment, la production d'énergie renouvelable, l'éco-mobilité (rail, piste cyclable), le recyclage des déchets, l'autonomie alimentaire (redémarrer une agriculture locale et restaurer des circuits courts). Si toutes les parties tombent d'accord alors nous signerons un contrat dans le courant de l'année 2018. »

→ Le contrat prévoit aussi un volet "solidaire". Qu'est-ce que cela signifie ?

« Moi j'attends également de la cohérence sur les crédits qui seront alloués à l'insertion par exemple. »

→ L'État va prochainement vous faire une proposition. Qu'aimeriez-vous qu'elle contienne ?

« Nous avons insisté sur trois volets (le monde de l'entreprise, les citoyens, le milieu associatif pour développer nos projets) : la sobriété énergétique dans le bâtiment, la production d'énergie renouvelable, l'éco-mobilité (rail, piste cyclable), le recyclage des déchets, l'autonomie alimentaire (redémarrer une agriculture locale et restaurer des circuits courts). Si toutes les parties tombent d'accord alors nous signerons un contrat dans le courant de l'année 2018. »

Recueil par Yoann GAVOILLE



Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire souhaite signer les premiers contrats en 2018.

Photo: Mappo/Fréderic Dugy/Le Partisan

## LES PHRASES

« Le ministère cherche des territoires motivés et nous le sommes. Mais nous avons un budget restreint et peu de personnels donc il faut nous accompagner. Nous avons besoin d'aides. »

Daphné Khalifa Directrice du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Briançonnais, des Écrins, du Guillessot et du Queyras



« Cet entretien fut, à mon sens, très positif. Le cabinet du ministère a précisé ses exigences. Pierre Leroy aussi. J'ai senti que le courant passait bien. Un dossier est en cours d'élaboration au sein du ministère »

Joël Giraud Député des Hautes-Alpes

